

L'économie sociale à la croisée des chemins

Pierre Jean

Volume 9, Number 2, Fall 1996

Résurgence du social en prévention

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301372ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301372ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Jean, P. (1996). L'économie sociale à la croisée des chemins. *Nouvelles pratiques sociales*, 9(2), 147–150. <https://doi.org/10.7202/301372ar>

❖ L'économie sociale à la croisée des chemins

*Pierre JEAN
Étudiant
Maîtrise en intervention sociale
Université du Québec à Montréal*

Ce texte a été transmis à la direction de la revue à la manière d'une lettre aux lecteurs, au sujet du débat sur l'économie sociale, tel qu'il s'est développé au cours de l'année 1996 dans la société québécoise.

Pour qui s'intéresse un tant soit peu à l'environnement économique et social du Québec ainsi qu'aux institutions et acteurs agissant sur les processus nombreux qui concourent à sa transformation, l'économie sociale est devenue, en quelques mois, la source d'une foule d'interrogations quant à sa véritable identité et d'un faste spéculatif en ce qui a trait à la place qu'elle devrait ou non occuper dans l'espace socio-économique québécois.

On y décèle le pire et le meilleur ; rarement dans l'histoire récente du Québec (si l'on fait abstraction de la question nationale où tout a été dit), des observateurs attentifs auront-ils été convoqués à se positionner par la prise en compte d'arguties à ce point rédhibitoires et de conceptions aussi divergentes que manichéennes à l'endroit d'un projet social dont les enjeux, d'évidence, n'échappent à personne.

Perçue à juste titre pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un troisième secteur économique en émergence, parce qu'elle possède déjà de solides assises

sur notre territoire et d'emblée une culture qui lui est propre, et qu'elle se situe quelque part entre l'économie d'État relevant du providentialisme et de l'économie marchande dans l'aboutissement du libéral-productivisme, l'économie sociale se positionne en contiguïté à ces mêmes secteurs recherchant la rentabilité sociale du premier et la viabilité économique du second, promulguant de la sorte une complémentarité qui ne constitue l'objectif de ni l'une ni l'autre des sphères publiques et privées d'activités économiques.

L'économie sociale s'organise autour d'entreprises et d'organisations indépendantes d'origine communautaire, coopérative ou associative dispensatrices de services d'utilités publiques de proximité œuvrant dans des domaines de services aux personnes (santé, services sociaux élargis, bien-être) ou d'intérêts collectifs (environnement, tourisme, loisirs).

Ces organisations se caractérisent par leur autonomie à l'égard des gouvernements et des entreprises privées en s'appuyant sur une intimité démocratique des rapports entre les usagers et les producteurs de services (salariés ou bénévoles) d'où se manifeste une interaction solidaire agissant comme courroie de transmission à l'apparition et au maintien d'une cohésion sociale. De surcroît, son financement est mixte et s'alimente essentiellement à partir des trois sources : l'État, les entreprises privées et la demande solvable. Ce secteur s'intègre donc, à des degrés divers, aux secteurs économiques existants.

Sommairement exposée par ce qui précède, la nature de l'économie sociale a été l'objet d'études approfondies d'une quantité impressionnante de chercheurs d'ici et de l'étranger qui, sans en arriver à des consensus absolus sur une contextualisation définitive concernant son éventuel développement, bivouaquent à peu près tous alentour de l'idée qu'un essor prudemment balisé de l'économie sociale peut être porteur d'une réplique énergétique aux causes de l'actuelle crise de l'emploi.

Elle devient, par conséquent, une riposte à l'exclusion sociale, mais elle offre également de sérieuses garanties d'alternatives aux règles du jeu que nous proposent les tenants du néolibéralisme par l'éclosion potentielle de lieux de convergences originaux qui peuvent favoriser l'apparition de larges extraits d'un nouveau contrat social. Ce *communautarisme* devrait prendre le relais des compromis fordistes se désagrégeant sous les coups de boutoir d'un organicisme individualisant qui, à terme, ne conduit qu'à l'accélération d'une désorganisation sociale largement entamée.

Alors pourquoi tant d'opiniâtreté à désavouer pareil programme et tant d'obstination à ne reconnaître dans son application que les dangers ?

Nous répondrons à cette question par l'extraordinaire prégnance des forces néolibérales actuelles éminemment actives dans notre quotidien. En effet, l'idéologie que ces forces véhiculent contamine notre inconscient collectif à un point tel qu'elle contribue adroitement, même chez les plus vigilants d'entre nous, à alimenter peurs et insécurités à l'égard des attitudes que nous devrions adopter pour contrer les effets pervers de son expansion.

Nous n'ignorons pas les dangers de voir ces mêmes forces et peut-être davantage les faiblesses d'un gouvernement qui s'apprête à faire son lit dans la mouvance du désengagement social, récupérer l'économie sociale comme un sous-marché du travail réservé aux «profiteurs» de la sécurité du revenu sous couvert d'employabilité et de réinsertion.

Les dangers de voir l'économie sociale être absorbée par l'outillage douteux et déjà complexe de l'économie marchande capitaliste doivent-ils être appréhendés à ce point que conscients de ceux-ci, nous sclérosions une nécessaire volonté d'action en court-circuitant l'impérative obligation d'élaborer nos propres stratégies du renforcement des paramètres démocratiques indispensables à l'assainissement et à la consolidation de notre tissu social ?

À cette question, il faut répondre par la négative qui ne laisse aucun doute sur nos intentions d'en découdre avec les aménageurs du statu quo, l'arrogance triomphaliste des fossoyeurs d'un socialisme pour eux agonisant, les partisans d'une fuite en avant économiste et les planqués mondialistes d'une société occidentale programmée.

Pour l'heure, la seule forme de prudence qui s'impose à nous consiste à ériger l'audace de notre conscience en instrument d'action et le courage de notre action en certitude morale. Pour l'instant aussi, les dangers surgissent de l'immobilisme du dedans. De l'intérieur de nous, comme nous l'avons dit, mais aussi des forces vives qui hésitent encore à relever ce défi. Nombre de nos organisations communautaires et populaires, qui représentent l'épine dorsale autour de laquelle il faut construire ce nouveau paradigme, se logent aveuglément ou non en périphérie du débat et des inéluctables choix qui en surgiront.

Nous devons les convoquer à la réflexion, éclairer leurs incertitudes et les nôtres par des échanges sereins, dynamiques et constructifs. Il faut ébranler les chapelles idéologiques et déloger les démons qui se dissimulent derrière les idéalismes passéistes et les confort subventionnés. Nous ne traçons pas de trait sur ce qui a été fait parce que c'est sur cette base que nous construirons quelque chose d'inédit et, quoiqu'on en dise, de moderne.

Ceux qui évaluent l'économie sociale et solidaire à l'aune d'un folklore obsolète et confondent la modernité à l'isolationnisme des éléments constitutifs d'une société font preuve du même manque de sens commun qui omnubile les insolents vautours tournoyant au-dessus d'un agonisant social qui finira tôt ou tard par rendre l'âme si rien n'est fait.

L'action supprime la peur...

La conscience des dangers purifie l'action...